

DÉBITEUR(S) LÉGAL(AUX)		
Identifiant	Droit	Désignation et adresse
MBC635	PROP/INDIVIS	PUERTOLAS JEAN CLAUDE
MBNMS3	PROP/INDIVIS	VERDIER JOELLE RAYMONDE

Taxes foncières 2023		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Propriétés bâties	Taux 2022	29,15 %	%	6,22 %	0,195 %	17,93 %	0,151 %		
	Taux 2023	29,44 %	%	6,22 %	0,249 %	17,93 %	0,159 %		
	Adresse	10 CHE DES OUSTEAUX							
	Base	1297		1297	1297	1315	1297		
	Cotisation	382		81	3	236	2	704	
	Cotisation lissée								
	Adresse								
	Base								
	Cotisation								
	Cotisation lissée								
Cotisation 2022	353		75	2	217	2			
Cotisation 2023	382		81	3	236	2	704		
Variation	+8,22 %	%	+8,00 %	+50,00 %	+8,76 %	0 %			

Taxes foncières 2023		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés non bâties	Taux 2022	19,04 %	%	24,12 %	67,60 %	0,601 %	25,50 %	0,58 %	
	Taux 2023	19,23 %	%	24,12 %	67,60 %	0,912 %	24,50 %	0,604 %	
	Bases terres non agricoles								
	Bases terres agricoles	203		203			254	203	
	Cotisation 2022	36		46			60	1	
	Cotisation 2023	39		49			62	1	151
	Variation	+8,33 %	%	+6,52 %	%	%	+3,33 %	0 %	
	Dégrevement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles		
	Base État						Droit proportionnel :		
	Base collectivité						Droit fixe :		
Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'objet d'une retenue sur le produit de taxe foncière de 64632 €. Pour plus d'informations, consultez la notice. La base communale des terres agricoles exonérée est de 51 €. Vos constructions nouvelles bénéficient durant deux ans d'une exonération de taxe foncière.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale		41	
						Dégrevement Habitation principale			
						Dégrevement JA État			
						Dégrevement JA Collectivité			
						Montant de votre impôt		896	

Références administratives : 650 50 022 028 095 095 P J

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R*190-1 et R*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2024.

Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail, sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre et l'explicitation de vos droits en la matière, en consultant impots.gouv.fr, rubrique « ouverture des données publiques de la DGFIP ».

Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en œuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Bercy 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>. Des informations sur vos taxes foncières sont communiquées aux collectivités locales (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales). Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ainsi que d'un droit à la limitation du traitement. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante : donnees-personnelles-mes-droits@dgifp.finances.gouv.fr. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.